Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Couts-du-nucleaire-la-fin-des

1er février 2012

Coûts du nucléaire : la fin des mythes sonne l'heure de la sortie

Le rapport tant attendu de la Cour des Comptes sur les coûts de l'électricité nucléaire est sorti hier, jetant un volumineux pavé dans la mare des débats sur l'énergie.

Des coûts à la hausse et des envolées à prévoir
Grâce aux travaux de cette juridiction indépendante, le mythe d'un nucléaire bon marché, aux coûts maîtrisés, est désormais gravement écorné : que dire de l'envolée des coûts de construction de l'EPR ? Du prix vertigineux - et pourtant très certainement sous-évalué - des travaux à entreprendre pour remettre les centrales aux normes ? Ces investissements énormes ne font que confirmer la compétitivité des énergies renouvelables.

Comment Éric Besson peut-il prétendre que ce rapport sonne la fin du "mythe des coûts cachés" ? Au contraire, les zones de flou sont désormais attestées noir sur blanc : la Cour elle-même reconnaît la difficulté de l'évaluation des charges du démantèlement et de la gestion des déchets, met en cause les méthodes de calcul d'EDF, et émet des réserves sur le montant des travaux post-Fukushima.

Comme on pouvait le craindre, ce rapport confirme la dérive de l'industrie nucléaire : les sommes nécessaires pour le démantèlement et la gestion des déchets ne sont toujours pas provisionnées, et les opérations financières hasardeuses d'EDF laissent craindre que ce fardeau sera à la charge des contribuables.

Un périmètre cependant réduit
Si rigoureux que soient les travaux de la Cour des Comptes, on peut toutefois regretter les limites de l'exercice, réalisé dans un délai restreint à la commande du président Sarkozy. Cette étude est une photographie instantanée, prise à un moment où les grosses dépenses à venir (démantèlement, travaux post-Fukushima, gestion des déchets) ne sont ni engagées ni clairement visibles. Surtout, de nombreux éléments restent hors du cadre. Certains déchets (uranium appauvri, résidus miniers) ne sont pas pris en compte, l'accident majeur n'est pas envisagé, et les coûts communs avec le nucléaire militaire sont ignorés. Enfin, il est regrettable que les externalités négatives (coûts sanitaires et environnementaux, nuisances pour les riverains et travailleurs, impact paysagers...) soient à peine évoqués. Certes difficilement comptabilisables, elles représentent des coûts supportés par l'ensemble de la société.

Des conclusions politiques à tirer en urgence.
Puisque la Cour des Comptes semble confirmer que le remplacement massif des centrales existantes par des EPR est économiquement irréaliste et que le statu quo n’est plus possible, deux choix se présentent maintenant aux candidats aux élections.
Soit prolonger à grand frais la durée d’exploitation des réacteurs existants, en assumant les risques croissants inhérents à l’inévitable vieillissement des centrales. Et faire ainsi subir à la population la menace très réelle d’un accident dont le coût dépasserait celui de l’ensemble du parc depuis le début de sa construction... et ne serait pris en charge par les exploitants qu’à hauteur d’une somme dérisoire.
Soit éviter de gaspiller des milliards dans le rafistolage des vieux réacteurs, en fermant dès maintenant les centrales de plus de trente ans. Et utiliser les mêmes sommes pour s’engager sans attendre dans la transition vers d’autres énergies, infiniment moins polluantes, créatrices de centaines de milliers d’emplois, et dont les coûts ne cessent de baisser, et mettre fin à la production de déchets ingérables par la même occasion.

Des scénarios de sortie du nucléaire existent ; aux politiques de prendre leurs responsabilités et de les appliquer avant qu’il ne soit trop tard !